

La LdH en appelle solennellement à toutes et tous. Il dépend de nous que la conception haineuse d'un « tous contre tous » soit mise hors débat, hors jeu électoral. Quelles que soient les convictions des un-e-s ou des autres sur les enjeux de l'emploi, de la protection sociale, du logement, notre devoir commun est de refuser de les laisser instrumentaliser par la désignation de boucs émissaires.

Sachons débattre du « vivre ensemble » dans lequel nous voulons inscrire notre avenir. Sachons, ensemble, dénoncer toutes les agressions racistes, antisémites, xénophobes, commises à l'encontre de la devise – liberté, égalité, fraternité – qui fonde le pacte républicain.

Il est donc fondamental de participer au vote, de voter et faire voter.



Conception graphique : Pierre Bernard et Benoît Böhnke, 2014

Ligue des droits de l'Homme

FONDÉE EN 1898



MA VILLE,
ma Vie,
JE LA VEUX...
solidaire

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

La LdH : s'informer/adhérer

Rendez-vous sur <http://www.ldh-france.org/Adherer>
 envoyer ce bulletin à LdH 138 rue Marcadet 75018 Paris

Nom : Adresse :

Prénom :

Mail :

Je souhaite adhérer à la LdH, et souscrire à ses statuts

 **LdH — Ligue des droits de l'Homme**
 138 rue Marcadet – 75018 Paris
 tél. 01 56 55 51 00
www.LdH-france.org



La France connaît un accroissement spectaculaire des inégalités, particulièrement en matière de revenus. Celles et ceux qui connaissent la précarité ou craignent l'exclusion sont aujourd'hui de plus en plus nombreux et nombreuses. Il faut, à l'échelon national, une volonté politique forte en faveur de la justice fiscale et sociale, contre le chômage et les exclusions. Face à la crise sociale, le maintien ou le développement des services publics est primordial.

Mais les choix politiques faits à l'échelon local sont aussi d'une importance capitale pour lutter contre les inégalités, améliorer le quotidien de chacun-e, retisser du lien social. Cela passe par :

Un logement pour toutes et tous

Les municipalités doivent mener une politique foncière active et ambitieuse. Cela doit se traduire par la rénovation et l'amélioration de certains immeubles, par la construction d'HLM dont les loyers sont accessibles à tous. Devenir propriétaire doit être aussi à la portée des plus modestes. La fiscalité locale doit être revue pour éliminer les disparités entre les communes et aboutir à ce que chacun-e contribue selon ses moyens.

Une prise en charge diversifiée de la jeunesse

La priorité doit être donnée à la petite enfance dans le cadre de structures collectives ou familiales, à la scolarisation dès 2 ans, à la mise en place d'un accueil périscolaire, au développement d'activités culturelles ou sportives ouvertes à toutes et tous, sans discriminations dues aux revenus ou aux origines réelles ou supposées.

L'accès aux soins garanti à toutes et tous

Nombre d'hommes et de femmes rencontrent aujourd'hui des difficultés pour se soigner, pour des raisons financières ou géographiques. Le travail de proximité des centres de santé municipaux est plus que jamais indispensable. Ils sont les garants de l'égalité territoriale des soins, notamment dans les zones urbaines sensibles. Les femmes doivent aussi pouvoir trouver un centre d'IVG proche de leur domicile.

Le soutien aux actions solidaires et à la vie associative

Les centres sociaux municipaux permettent de développer des projets participatifs et des actions solidaires ouvertes à toutes les générations. Les municipalités doivent soutenir les associations parce qu'elles constituent un maillon essentiel de la cohésion sociale et de la démocratie, et ce n'est pas un hasard si les idées d'extrême droite trouvent moins d'écho là où le tissu associatif est bien vivant.

La volonté de coopérer pour l'emploi

Les entreprises ne devraient plus envisager l'emploi et la production indépendamment les unes des autres. La responsabilité d'une collectivité locale est de développer une coopération entre elles, de manière à anticiper les crises, notamment dans le cadre de l'économie sociale et solidaire.

La nécessité de favoriser le développement durable

Il appartient aux municipalités d'agir pour un environnement sain, des transports en commun non polluants, des logements économes en énergie, des services de proximité, la collecte sélective et la valorisation des déchets.

MUNICIPALES : NOTRE AFFAIRE !

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

Pourtant, la démocratie peine à trouver sa vraie efficacité. Alors que l'économie souffre de la crise financière, que l'emploi – notamment industriel – se dégrade, que la justice fiscale est à l'arrêt, le sentiment prévaut que la parole des citoyennes et des citoyens est de peu de poids.

Ces enjeux sont largement surdéterminés par les choix politiques nationaux. Mais c'est aussi à l'échelle de nos villes que nous sommes confronté-e-s au déficit de représentation, à l'insuffisante prise en compte de la diversité, aux manques de perspectives offertes à la jeunesse, aux problèmes de logement et de santé, à la mise en concurrence des territoires, à la misère croissante...

C'est aussi à cette échelle qu'il nous faut dégager des solutions. Formuler des alternatives passe par un bon usage de la démocratie, singulièrement au plan municipal.

C'est pourquoi la LdH entend porter dans le débat public des valeurs et des propositions qui servent l'intérêt général, basées sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

Il est d'autant plus important de le réaffirmer que les thématiques d'extrême droite, qu'elles soient portées par le Front national ou d'autres forces ou personnalités politiques, s'acharnent à dévoyer le débat public pour faire de l'étranger l'origine de tous nos maux.